

« Beaucoup de choses se jouent au Parlement européen »

De passage à Narbonne hier matin, Ian Brossat, la tête de liste du Parti Communiste aux Européennes, a martelé sa volonté de défendre une vision de l'Europe moins libérale. « On a besoin de députés européens qui défendent le service public ».



▶ Ian Brossat, la tête de liste du PCF aux Européennes, a pris la parole devant la gare. Photos Philippe Leblanc

Après avoir visité l'entreprise la Belle Aude à Carcassonne hier matin, Ian Brossat a fait une halte à la mi-journée devant la gare de Narbonne où les cheminots l'avaient convié à une rencontre informelle. Pour l'adjoint au maire de Paris chargé du logement, de l'habitat durable et de l'hébergement d'urgence depuis 2014, la politique des transports au niveau européen, et notamment le ferroviaire, est l'exemple même de ce qu'il veut combattre. « Beaucoup de choses se jouent au parlement européen. Des décisions concrètes pour la vie de tous les jours sont prises. Ce qu'on appelle le quatrième paquet ferroviaire a été voté à 24 voix près. S'il y avait eu 24 voix contre, on n'en serait pas là aujourd'hui avec l'ouverture de la concurrence », a-t-il indiqué. À ses côtés, Bruno Brehon, le représentant CGT des cheminots narbonnais, avait rappelé auparavant la « lutte exemplaire menée pendant trois mois contre la réforme SNCF par les cheminots, une réforme qui entraîne une déshumanisation des gares et a des conséquences sur le trafic des

passagers et de fret ferroviaire ».

À l'occasion de cette campagne, Ian Brossat a mis en avant sa volonté de défendre les services publics. « L'Union européenne est en ordre de marche contre les services publics. Mais on a besoin de députés européens qui défendent ces services publics. C'est ce qui ressort des cahiers de doléances à la suite du mouvement des Gi-

Brossat : « La règle de l'austérité a raboté les services publics »

lets jaunes : dans les quartiers populaires, en milieu rural, dans les petites villes ou villes moyennes, on veut reconquérir l'accès aux services publics. » Pour celui

qui a été porte-parole du PCF, « la règle de l'austérité en vigueur en Europe et le dogme de la règle de la concurrence libre et non faussée ont raboté les services publics ». Et de battre en brèche l'idée selon laquelle « quand on libéralise, les clients en profitent ». « En 1996, on disait que les prix allaient baisser dans l'énergie. Ils ont augmenté de 68 %. Ces directives européennes ne constituent pas un mieux pour les usagers. » La jeune tête de liste, 39 ans,

avance deux propositions : « un moratoire sur les directives de libéralisation et réorienter l'argent de la Banque centrale européenne vers les services publics. » Il rappelle ainsi que depuis 10 ans la BCE a versé 3 000 milliards d'€ aux banques sans contrepartie. Et après on dit qu'il n'y a pas d'argent pour le service public. Cet argent serait plus utile pour développer le secteur de la santé, des écoles, des transports.

Ch. P.



▶ Patrick Brehon (CGT cheminots) accueille Ian Brossat.